

45^e Conférence des Comités – 5 décembre 2011

RESOLUTION

Les délégués de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP, réunis en Conférence des Comités à Luxembourg à la date du 5 décembre 2011, après avoir pris connaissance du rapport sur l'activité de la CGFP et de la prise de position du Comité Exécutif sur les problèmes d'actualité:

approuvent le programme d'action de la CGFP qui vise entre autres la situation économique et sociale ainsi que les réformes dans la Fonction publique et dans l'Education nationale;

En matière économique et sociale:

constatent qu'au milieu de la crise des dettes souveraines et de ses conséquences pour la zone Euro notre pays, bien que touché, se trouve mieux préparé que nos voisins pour affronter les défis futurs;

prennent acte que les recettes de l'Etat pour 2011 dépassent sensiblement les prévisions initiales optimistes et ne requièrent pas le retour à des mesures d'austérité;

condamnent la distorsion grandissante dans la répartition des charges fiscales aux dépens des particuliers;

demandent au Gouvernement de poursuivre les efforts consentis et d'assurer le maintien des investissements publics, tout en garantissant le pouvoir d'achat des consommateurs, autres stimulants puissants de la croissance économique;

militent en faveur de la création, dans le cadre de la SNCI, d'un fonds étatique d'investissement et de participation, afin de mettre l'Etat en mesure de pouvoir efficacement sauvegarder les intérêts du pays et de pouvoir investir opportunément dans l'économie nationale;

se prononcent dans l'intérêt du maintien du pouvoir d'achat des salariés et afin de contenir l'inflation, pour le blocage des prix, le gel voire la réduction des marges bénéficiaires surfaites, et pour des mesures efficaces destinées à assainir les circuits d'approvisionnement et de distribution par la suppression des intermédiaires – agents généraux étrangers – rapaces et inutiles;

critiquent l'impuissance gouvernementale à endiguer la spéculation immobilière qui accable les jeunes ménages;

appuient l'engagement de la CGFP à sauvegarder intégralement le «bëllegenAkt», tout en favorisant les incitations à réduire la consommation énergétique;

sont déterminés à défendre avec résolution le patrimoine social acquis de haute lutte, y compris l'ajustement régulier des pensions de retraite à l'évolution des rémunérations;

soutiennent sans réserves les initiatives gouvernementales pour faire baisser le chômage, surtout celui des jeunes et des moins jeunes souvent laissés pour compte;

s'insurgent contre les mises en scène antisociales et hostiles à la fonction publique des représentants du patronat, qui cachent mal leur obsession de l'argent facile sans égards pour le salariat;

condamnent les campagnes systématiques contre la fonction publique d'aucuns à la solde des lobbies patronaux;

En matière de réformes dans la Fonction Publique:

se félicitent d'avoir réussi à amener le Gouvernement à céder et à consentir, outre des améliorations à caractère social, la poursuite de la politique salariale continue dans le secteur public par des adaptations des rémunérations en 2012 et 2013 et à renoncer à l'impôt de crise dès 2012;

exigent du Gouvernement le respect intégral des engagements sociaux pris et des promesses faites dans le cadre de l'accord signé le 15 juillet 2011 avec la CGFP;

continuent à considérer l'introduction dans le service public d'un système d'appréciation envahissant - assorti d'un processus d'entretiens prétendument partenariaux et d'une formule pompeuse de gestion par objectifs - comme une initiative douteuse, paralysante, inapplicable et finalement vouée à l'échec;

rappellent au Gouvernement que la contrepartie du réajustement des rémunérations en période de stage à réformer fondamentalement - compte tenu de son caractère formateur - est le maintien intégral de la rémunération du fonctionnaire depuis sa nomination et tout au long de sa carrière jusqu'à sa retraite;

demandent que les négociations prévues entre les ministres de la fonction publique et les organisations sectorielles ne servent pas d'alibis, mais constituent des échanges de vues authentiques et sincères en vue de trouver des accords entre parties dans le domaine de leurs compétences respectives;

En matière de réformes dans l'Education Nationale:

insistent sur l'importance capitale de l'Education Nationale comme atout structurel pour l'avenir des jeunes et du pays;

se prononcent en faveur d'une politique consensuelle visant le maintien d'un haut niveau des études et la mise en place de structures d'appui efficaces pour les élèves moins favorisés ou en difficulté;

exigent la participation active dans l'élaboration des réformes scolaires en général de tous les acteurs de l'enseignement : directeurs, enseignants, élèves, parents;

mettent en garde contre les dérives du virus de la « réformite », véritable obsession à vouloir en permanence, et au pas de course, jeter par-dessus bord ce qui a bien fonctionné dans le passé, pour le remplacer par des innovations non testées ou qui ont échoué ailleurs;

s'opposent à la dégradation de l'enseignement des langues et des arts, autres atouts décisifs, et au chambardement sans contrepartie valable des différentes sections existantes, menant à l'appauvrissement intellectuel et culturel de nos jeunes et à la disparition de futures filières professionnelles d'une utilité certaine;

estiment qu'avant tout changement de contenus et de méthodes il faudrait, sans tomber dans une austérité spartiate, insister sur le renforcement des valeurs fondamentales, à savoir: discipline, respect de l'autre, goût de l'effort soutenu et du travail bien fait, ambition de réussir, ...;

revendiquent le moratoire des réformes, en attendant que les passions se calment, que la sérénité indispensable à pareille entreprise revienne et que les leçons de celles actuellement mal engagées puissent être tirées;

constatent que la précipitation excessive des réformes lancées a mené l'enseignement technique, surtout son volet professionnel, dans un désordre aux effets chaotiques au grand dam des élèves, des apprentis et des enseignants;

expriment leur solidarité et leur sympathie aux syndicats d'enseignants SNE/CGFP et FEDUSE/CGFP dans leurs efforts en faveur d'un enseignement d'intérêt national de haut niveau, débureaucratisé, dépolitisé et dépourvu d'accents idéologiques.

adressent un appel pressant aux membres de la CGFP à resserrer les rangs, à faire preuve de solidarité, de fidélité et d'unité dans l'action, garants de son succès, de son rôle sur la scène sociale et nationale, et finalement du progrès social;

renouvellent leur confiance dans les instances dirigeantes de la CGFP.